JANVIER 2023 N°5

# LA REVUE D'ACTUALITÉS DE

# O-CR L'OBSERVATOIRE des camps de réfugiés

*L'actualité des camps de réfugié-e-s dans le monde*

## DANS CE NUMÉRO


LES RÉDACTRICES DE LA REVUE p.1

ZONE AFRIQUE DU NORD / MOYEN ORIENT p.3

ZONE EUROPE p.6

ZONE AFRIQUE p.10

ZONE ASIE / PACIFIQUE p.13

ZONE AMÉRIQUES ET POINT FOCUS p.16


## AVANT-PROPOS

Nouvelle année, nouveaux défis : la revue d'actualités se transforme. Pas de panique, nous gardons le cap : notre objectif reste de vous informer grâce à **une sélection non exhaustive des faits marquants** survenus dans les camps à travers le monde depuis novembre 2022 **à partir de la documentation publique à laquelle nous avons accès**. Cependant, dans l'optique de vous fournir une revue d'une qualité toujours plus grande, quelques petits changements se sont opérés.

**Premièrement, l'équipe s'est agrandie** de 6 nouvelles contributrices. Vous découvrirez en page 1 le profil de celles qui font vivre la revue et la rendent chaque jour plus complète.

**Deuxièmement**, la nouveauté est aussi dans notre format. En 2023, nous vous proposons **une page dédiée à l'approfondissement d'une thématique de fond en lien avec l'exil**. Ce mois ci, nous vous invitons à faire le point sur la situation des exilé-e-s vénézuelien-ne-s sur le continent Américain.

Bonne lecture !

**Marjorie MENSAH, Responsable éditoriale**

# LES RÉDACTRICES DE LA REVUE D'ACTUALITÉS

En novembre dernier, grâce au succès des numéros précédents, la revue d'actualités s'agrandit.
Pour faire face aux nouveaux défis de 2023, plusieurs rédactrices nous ont rejoint.
La nouvelle équipe de la Revue d'actualités vous accueille !

**Agathe NATIJ - Zone Asie/Pacifique**

Diplômée de Sciences Po Grenoble et d'un master 2 Droits de l'Homme et Droit International Humanitaire obtenu à l'Université Paris-Saclay, elle travaille depuis plus de quatre ans comme officière de protection instructrice à l'OFPRA.

**Fatima Azzahra SENOUSSI - Zone Afrique du Nord /Moyen Orient (ANMO)**

Étudiante en L3 LLCER Moyen-Orient/Maghreb Arabe littéral, parcours Relations Internationales à l'INALCO (Paris 13)

**Marion FRELAT - Zone ANMO & Coordinatrice adjointe**

Diplômée du master de politique comparée Moyen-Orient, Méditerranée, Amérique Latine de Sciences Po Aix, elle prépare un projet de thèse en sociologie des migrations au CRIS de Sciences Po Paris.

**Anjali CLAES - Zone Amériques**

Responsable de l'hébergement solidaire chez l'association Réfugiés Bienvenue, diplômée d'un Master en sociologie et anthropologie spécialisée sur les migrations de l'Université de Paris.

**Emma COLIN - Zone Amériques**

Diplômée d'une Licence en Droit français - Droit espagnol de l'Université de Nanterre et d'un Master en Coopération internationale & ONG de l'Université Sorbonne Paris Nord.

# LES RÉDACTRICES DE LA REVUE D'ACTUALITÉS

**Yousra LAQBAQBI - Zone Afrique**

Diplômée d'une Licence d'Histoire-science politique à l'Université Lumière Lyon II, elle est étudiante en M1 de politique comparée Afrique Moyen-Orient à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne.

**Zélia BRIGGS - Zone Afrique**

Diplômée dune maitrise en sécurité internationale à Sciences Po Lille. Après être passée par les services de l'Ambassade de France à New York, elle réalise actuellement une année de césure entre le Centre Afrique Subsaharienne de l'IFRI et la Mission de Défense de la France à Luanda, Angola.

**Sara TRABI - Zone Afrique**

Diplômée d'une Licence d'Anglais et d'une Licence d'Arabe et Relations Internationales, elle est étudiante en Master Études Internationales à l'Université Sorbonne Nouvelle. Elle a travaillé pour le comité UNICEF de Paris, la Fondation Intisar à Beyrouth, et travaille actuellement à l'iReMMO à Paris.

**Camille B. - Zone Europe**

Diplômée de Masters de Sciences Po Bordeaux et de Paris 1, elle travaille actuellement comme humanitaire en ONG, essentiellement au Moyen-Orient.

**Alix GEOFFROY - Zone Europe**

Engagée auprès des exilé-e-s depuis 2018 à Paris, elle a coordonné des projets de soutien matériel, d'hébergement solidaire, d'accès à l'information et aux droits, principalement dans les campements informels, et mené des activités de plaidoyer en faveur d'un meilleur accueil des personnes exilées.

**Marjorie MENSAH- Responsable éditoriale**

Depuis 2017, elle développe une expertise autour des questions de mobilité humaine et d'égalité des genres grâce à ses expériences académiques, associatives et professionnelles. Diplômée de Sciences Po Bordeaux (France) et de l'Université du Rosario (Colombie) en coopération internationale, lauréate de l'Institut de l'Engagement, elle rejoint l'Observatoire des Camps de Réfugiés en novembre 2021 pour lancer la première revue d'actualités de l'O-CR.

O-CR L'OBSERVATOIRE des camps de réfugiés

*L'actualité des camps de réfugié-e-s dans le monde*

## *Zones Afrique du Nord / Moyen-Orient*

**| 03/11//2022**

### Une jeune syrienne enseigne dans le camp de Rahmet

**Syrie.** Dans le camp de Rahmet, au nord du pays, une fillette de 10 ans du nom de Meryem Ahmed, a pris l'initiative d'enseigner à ses pair-e-s comment lire et écrire l'arabe, les mathématiques et le Coran, dans une tente-salle de classe.

Ayant dû fuir Idlib en 2017, Meryem et sa mère ont trouvé refuge dans ce camp. En l'absence d'école, elle enseigne à une vingtaine d'enfants ce qu'elle a appris à Idlib. "Je me suis dit : 'J'apprendrai à mes ami-e-s tout ce que je sais'", déclare Meryem à l'agence Anadolu.

Cette initiative montre que les jeunes s'organisent pour pallier aux services manquants dans les camps et montrent de la détermination à construire un avenir, même dans un contexte d'incertitude quotidienne.

**PLUS D'INFOS ICI**

**« Syria girl takes up role of teacher in absence of school in refugee camp », publié le 03/11/2022 par *The Middle East Monitor* (site d'information arabo-américain)**

**|13/11/2022**

### Un incendie détruit des tentes de réfugié-é-s dans le camp d'Hudaydah

**Yémen.** D'après l'agence Anadolu, des dizaines de tentes de réfugié-e-s du camp d'Al-Khukha, de la province de Hudaydah, à l'ouest du pays, ont été victimes d'un incendie. Aucun blessé n'a été signalé et la cause de l'incendie reste méconnue.

D'après un communiqué de l'autorité provinciale, l'incendie a entraîné le déplacement de centaines de familles du camp.

**PLUS D'INFOS ICI**

**« Fire guts refugee tents in Yemen's Hudaydah », publié le 13/11/2022 par *The Middle East Monitor* (site d'information arabo-américain)**

**| 15/11/2022**

### Trois jeunes réfugiées d'un camp palestinien utilisent le rap comme outil de revendication

**Palestine.** Un court documentaire sur Ettijah, un groupe de trois jeunes rappeuses originaires du camp de réfugié palestinien de Deheisheh, montre comment le rap peut aider à combattre l'occupation et les constructions sociales de leur propre société.

L'article rapporte tant le parcours des trois membres du groupe et leurs revendications que les enjeux relatifs à la réalisation du documentaire, entre les stigmatisations des jeunes femmes qui chantent du rap et les difficultés de filmer dans un camp de réfugié-e-s où les débarquements de l'armée israélienne sont récurrents.

**PLUS D'INFOS ICI**

**« Women rappers rock a Palestinian refugee camp in more ways than one » publié le 15/11/2022 par *Haaretz* (média israélien en ligne)**

**| 18/11/2022**

## Un incendie dans le camp de Al Jabalia à Gaza fait des dizaines de morts

**Palestine.** Alors qu'ils assistaient à une fête dans un immeuble du camp de réfugié-e-s d'Al-Jabalia, le plus grand des 8 camps de la bande de Gaza, un incendie s'est déclenché causant la mort d'au moins 21 personnes et plusieurs blessé-e-s.
D'après l'enquête en cours, il semblerait que de l'essence stockée dans le bâtiment soit à l'origine de cet incendie. L'intervention de la protection civile a permis de contenir le feu et d'empêcher sa propagation.
L'autorité palestinienne a annoncé sa disposition à transférer certains blessé-e-s vers les hôpitaux de Cisjordanie et une période de deuil national fut déclarée.

**PLUS D'INFOS ICI**

**« Dozens killed in house fire in Gaza refugee camp », publié le 18/11/2022 par *The Middle East Monitor* (site d'information arabo-américain)**

**| 18/11/2022**

## « L'UNRWA inaugure un centre de santé en Jordanie, don du fonds saoudien pour le développement »

**Jordanie.** Un centre de santé a été inauguré dans le camp de Zarka, au nord-est du pays, sous l'égide de l'Ambassadeur du Royaume d'Arabie Saoudite en Jordanie, du Commissaire général de l'UNRWA, du Directeur général du département des Affaires palestiniennes et du Gouverneur du Gouvernorat de Zarqa. Le camp de Zarqa est le plus ancien camp de réfugié-e-s palestinien-ne-s en Jordanie, installé par le Comité international de la Croix-Rouge en 1949.
Ce centre de santé, financé par le Fonds saoudien pour le développement (SFD), est destiné à offrir ses services à quelque 300 000 réfugié-e-s palestinien-ne-s. Il est accessible aux personnes handicapées et abrite une aire de jeux pour enfants, des espaces verts et des espaces ombragés.

**PLUS D'INFOS ICI**

**« UNRWA Holds an Agency-Wide HRCRT Capacity-Building and Planning Workshop », publié le 18/11/2022 par l'*UNRWA* (office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient)**

**| 20/11/2022**

## Lancement d'une "Coupe du Monde" des enfants déplacé-e-s de la province d'Idleb

**Syrie.** Les jeunes des camps de déplacé-e-s de la province d'Idleb ont inauguré leur propre « Coupe du monde », un tournoi simulant le programme du Mondial 2022 qui a eu lieu au Qatar.
Ibrahim Sarmini, chargé de la coordination de l'évènement, exprime la volonté de l'ONG Violet d'organiser un moment convivial autour du sport qui attirerait le regard international sur les conditions de vie dans les camps de déplacé-e-s dans la province d'Idleb en Syrie, notamment à l'approche de l'hiver.

**PLUS D'INFOS ICI**

**« Lancement du "Mondial" des enfants déplacés dans la dernière poche rebelle », publié le 20/11/2022 par *Arab News* (média saoudien en ligne)**

| 22/11/2022

## Le pouvoir d'achat des syrien-ne-s du camp jordanien de Zaatari chute

**Jordanie.** La vie au camp de Zaatari, l'un des plus grands camps de réfugié-e-s au monde, est régulée par des conditions très strictes, notamment en ce qui concerne les entrées et sorties des réfugié-e-s du camp. Ceci est particulièrement préoccupant dans un contexte d'augmentation générale des prix, où les réfugié-e-s, coupé-e-s de l'étendue des choix d'achat alimentaires offerts à l'extérieur du camp, sont placé-e-s en première ligne des conséquences des variations de prix. Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) estime que 58% des réfugié-e-s du camp de Zaatari, majoritairement syrien-ne-s, sont en insécurité alimentaire, contre 39,5% deux ans auparavant.

Cette sensibilité au prix de l'alimentaire est intensifiée par les montants de l'aide qui n'augmentent pas, mais restent pour beaucoup la principale source de revenu. Selon Merissa Khurma, directrice du programme Moyen-Orient au Wilson Center, cette situation est exacerbée par le changement de focus des pays donateurs, qui se tournent vers la situation ukrainienne.

PLUS D'INFOS ICI

**« For Syrians in Jordan's Za'atari camp, aid money doesn't buy what it used to », publié le 22/11/2022 par *The New Humanitarian* (média indépendant sur les crises humanitaires, anciennement IRIN, fondé par les Nations Unies)**

| 24/11/2022

## Des kurdes chargés de la sécurité du camp d'Al-Hol tués dans des frappes turques

**Turquie/Syrie.** Des frappes de l'aviation turque ont tué huit « Assayech », combattants kurdes chargés de la sécurité du camp d'Al-Hol. L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) indique que ces frappes ont entraîné une importante agitation dans cet immense camp, qui abrite plus de 50 000 personnes, dont des familles de jihadistes, des réfugié-e-s syrien-ne-s et irakien-ne-s.
Des tirs turcs ont également eu lieu dans d'autres provinces au nord et nord-est de la Syrie. Ces frappes font partie d'une opération menée par Ankara contre les forces kurdes en Syrie et le PKK (Parti Travailleur du Kurdistan) en Irak, accusés d'être responsables de l'attentat du 13 novembre à Istanbul.

PLUS D'INFOS ICI

**« Huit combattants kurdes tués dans des frappes turques contre le camp d'Al-Hol », publié le 24/11/2022 par *L'Orient le jour* (quotidien francophone libanais)**

## *Zones Afrique du Nord / Moyen-Orient*

**| 28/11/2022**

### L'UNRWA requiert un engagement politique et financier pour garantir son mandat au Proche-Orient

**Proche-Orient.** Phlippe Lazzarini, chef de l'agence onusienne en charge des réfugié-e-s palestinien-ne-s au Proche-Orient, requiert un engagement politique et financier conséquent et durable de la communauté internationale pour permettre à l'UNRWA d'assurer son mandat.
Les crises socio-économiques qui touchent les pays d'accueil exacerbent les situations de marginalisation, de pauvreté, et de dépendance à l'assistance de l'UNRWA des réfugié-e-s palestinien-ne-s. Dû à un manque de financement, l'agence n'est pourtant plus capable de garantir les services nécessaires dans les camps, entre autres de Bedawi (Tripoli, Liban) et Yarmouk (Damas, Syrie), alimentant ainsi les sentiments de défiance et de désespoir des réfugié-e-s. Selon lui, cette problématique est due au mode de financement de l'agence qui ne fonctionne plus et au désintérêt global de la communauté internationale envers le conflit israélo-palestinien.

**PLUS D'INFOS ICI**

**« L'agence de l'ONU chargée des réfugiés palestiniens "a besoin d'une volonté politique qui lui assure les moyens de son mandat" », publié le 28/11/2022 par *Le Monde* (média français d'information générale)**

## *Zone Europe*

**| 25/11/2022**

### Un an après la mort de 27 personnes dans la Manche, les conditions d'accueil des migrant-e-s à Calais ne se sont pas améliorées

**France.** Le 24 novembre 2021, 27 personnes sont mortes noyées en tentant de traverser la Manche afin de rejoindre le Royaume-Uni. Un an plus tard, le Monde révélait dans un article les enregistrements de leurs appels de détresse, ignorés par les secours français et britanniques.

La situation sur le littoral Nord a continué à se dégrader. En un an, 1712 expulsions de campements informels ont été répertoriées, des centaines de tentes ont été confisquées, plusieurs milliers de gendarmes et de policiers ont été mobilisés. Dans le cadre de la politique de "lutte contre les points de fixation" française, les installations anti-campement perdurent : tranchées creusées, arbres coupés, rochers installés pour empêcher l'accès aux endroits abrités. Un avion de l'agence Frontex a même été mobilisé. Aujourd'hui, quelques dizaines de campements informels continuent d'être formés, détruits puis réinstallés, entre le Calaisis et le Dunkerquois. Leurs quelque 1500 habitant-e-s n'ont pas accès aux droits les plus fondamentaux, et sont contraint-e-s à errer sans solution d'installation plus pérenne.

**PLUS D'INFOS ICI**

**« Naufrage meurtrier dans la Manche : un an après, où en est-on ? », tribune publiée le 25/11/2022 par *Amnesty International France* (section française du mouvement international de défense des droits humains)**

**| 21/09/2022**

## La Grèce inaugure un nouveau type de camp hautement sécurisé

**Grèce.** Le camp de Zervou, situé à Samos, en Grèce, est le premier modèle d'un nouveau type de camp sécurisé, appelé "centre fermé" par les autorités. Financé à 100% par l'Union Européenne, ce type de camp sera déployé dans toutes les îles grecques proches de la Turquie.

L'entrée au camp n'est possible qu'avec une carte magnétique, entre 8h et 20h, et après différents contrôles : rayons X, détecteurs de métaux. Entouré de hautes clôtures surmontées de barbelés et de miradors, le camp est surveillé par des caméras et des policiers. Si les personnes qui y résident ne respectent pas les règles, elles risquent des sanctions disciplinaires. Le Haut Commissariat aux Réfugiés (HCR) en Grèce a fait part de ses inquiétudes quant à la possibilité pour les enfants du camp d'aller à l'école, et pour les adultes de circuler dans l'île, en rappelant le risque de traumatisme supplémentaire que l'enfermement implique. Plusieurs ONG cessent leurs activités à Samos, car elles ne veulent pas cautionner cette politique d'enfermement, et les habitant-e-s du camp ont manifesté le jour de son inauguration.

**PLUS D'INFOS ICI**

**« A Samos, la Grèce inaugure des camps de haute sécurité pour les réfugiés », article publié le 21/09/2022 par *Le Monde* (media français d'information générale)**

Des occupant-e-s du campement évacué jeudi 17 novembre 2022.
Source: CHRISTOPHE ARCHAMBAULT / AFP

**|17/11/2022**

## Nouvelle évacuation d'un campement informel au nord de Paris

**France.** Un campement informel réunissant près d'un millier de personnes dans des tentes sous un métro aérien, dans le Nord de Paris, a de nouveau été évacué le 17 novembre 2022, quelques semaines après une première évacuation ayant laissé plusieurs centaines d'exilé-e-s à la rue.

Près d'un millier de personnes exilées ont à nouveau été conduites vers des centres d'hébergement. Pour la plupart, ces personnes étaient arrivées en France il y a quelques semaines. Les associations continuent de souligner le besoin de centres de premier

accueil pour éviter le passage obligatoire par la rue.

Cette lacune et le fait que la longévité de l'hébergement soit conditionnée à la situation administrative des personnes exilées - c'est-à-dire à leur accès aux "conditions matérielles d'accueil" ou non - explique qu'un autre campement ait été reformé à quelques centaines de mètres du premier, quelques jours après la précédente évacuation.

**PLUS D'INFOS ICI**

**« Plusieurs centaines d'exilés évacués dans le nord de Paris », publié le 17/11/2022 par *Le Monde* (média français d'information générale)**

**| 23/11/2022**

## Fermeture du centre de détention surpeuplé de Manston, après la mort d'un résident

**Grande-Bretagne.** Le centre de détention temporaire de Manston, à Kent (sud-est de l'Angleterre), avait été ouvert en février 2022 pour accueillir les migrant-e-s arrivant en bateau par la Manche. Si les personnes accueillies ne devaient initialement pas y rester plus de 24h, le temps de traiter leur demande, les délais s'y sont considérablement rallongés, certaines y restant parfois plusieurs semaines. Le centre était déjà critiqué pour ses conditions de vie sommaires, son surpeuplement (jusqu'à 4000 personnes pour une capacité de 1600), et les maladies qui s'y propageaient.

De fait, le 19 novembre 2022, un résident du centre y est tombé malade et est mort à l'hôpital. Face à la polémique, la structure a finalement été vidée le 22 novembre, et les migrant-e-s relogé-e-s. En réaction, fin novembre, le Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT) visité le centre de Manston ainsi que d'autres centres de détention de Grande-Bretagne. Entre janvier et novembre 2022, plus de 42 000 personnes ont traversé la Manche pour arriver en Grande-Bretagne, un chiffre record.

**PLUS D'INFOS ICI**

**« Royaume-Uni : au coeur d'une polémique sur les conditions d'accueil des migrants, le centre de Manston a été évacué », publié le 23/11/2022 sur *Info Migrant* (site d'information destiné aux migrant-e-s)**

**| 18/11/2022**

## Polémiques autour des conditions d'accueil des migrant-e-s de l'Ocean-Viking

**France.** Après trois semaines de négociations pour débarquer les 234 personnes secourues, le navire de l'ONG SOS Méditerranée, l'Ocean-Viking, a débarqué à Toulon (sud de la France) le 11 novembre 2022.
Les migrant-e-s sauvé-e-es ont alors été placées dans une "zone d'attente internationale", le temps de traiter les demandes d'asile. La zone a d'abord été critiquée par plusieurs personnalités politiques françaises (E. Zemmour,

F. Philippot, E. Ciotti), affirmant que ces personnes seraient logées dans de luxueux clubs de vacances (cf. source Desintox d'Arte). A l'inverse, le centre a aussi été dénoncé par plusieurs associations (notamment l'Association nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers -Anafé-) pour la privation de liberté des personnes exilées, un choix pourtant validé par le Conseil d'Etat.

Le 18 novembre, le Ministère de l'Intérieur français annonçait que la moitié des rescapé-e-s avaient reçu un refus d'entrée sur le territoire français. 66 personnes ont été libérées et réparties dans des pays européens volontaires. 44 personnes mineures non accompagnées avaient été placées en centre d'accueil, et 26 d'entre elles ont fui la structure.

**PLUS D'INFOS ICI**

« **Ocean Viking: 123 « refus d'entrée » en France sur les 234 rescapés », publié le 18/11/2022 sur *Mediapart* par l'Agence France Presse (agence de presse généraliste française)**

**« Les migrants de l'Ocean Viking logés dans des clubs de vacances ? Désintox », publié le 16/11/2022 sur *Arte* (chaîne de télévision franco-allemande)**

**| 7/12/2022**

## Le centre d'hébergement du Paris Event Center restera réservé aux Ukrainien-ne-s, sur décision du tribunal administratif

**France.** Depuis le début de la guerre en Ukraine, des places d'hébergement ont été réservées aux migrant-e-s ukrainien-ne-s : d'abord le hall du parc des expositions de la Porte de Versailles, puis, depuis août, le centre d'hébergement du Paris Event Center (nord-est de Paris). Ce centre, plus petit, est pourtant loin d'être rempli, avec en moyenne entre 120 et 130 personnes pour une capacité de 250 lits. Avec l'arrivée de l'hiver, les associations Médecins du Monde et Utopia 56 ont saisi le tribunal administratif de Paris pour demander une ouverture des lits restants à d'autres personnes migrantes et sans-abri. Le 05 décembre 2022, la demande a été rejetée par le juge des référés, au motif que le centre "*répond à la nécessité de pouvoir continuer à assurer à tout moment la prise en charge immédiate des personnes relevant de ce dispositif exceptionnel qui n'ont pas vocation à bénéficier des dispositifs de droit commun*" (ordonnance du juge). Les deux associations vont également devoir verser 800 euros chacune pour les frais de justice.

**PLUS D'INFOS ICI**

**« Centre pour déplacés ukrainiens : la justice refuse à nouveau d'élargir le profil des hébergés », publié le 07/12/2022 par Info Migrants (site d'information destiné aux migrant-e-s)**

L'OBSERVATOIRE des camps de réfugiés

*L'actualité des camps de réfugié-e-s dans le monde*

## *Zone Afrique*

**| 24/11/2022**

### Elan de solidarité envers les déplacé-e-s de guerre fuyant les violences de Maï-NDombe dans les villes de Nyiragongo et Kanyaruchinya, en République Démocratique du Congo

**RDC.** Depuis la recrudescence des combats entre l'armée congolaise et les rebelles du M23 dans la région, des milliers d'habitant-e-s, notamment en provenance de Rutshuru, se sont réfugié-e-s dans le camp de Kanyaruchinya, situé près de Goma, qui compte environ 40 000 occupant-e-s. Plusieurs actions caritatives ont été engagées par des bénévoles, dont des étudiant-e-s de la faculté de Médecine de Goma: distribution de nourriture, de couvertures et prise en charge des déplacé-e-s dans plusieurs familles d'accueil près de Nyiragongo. Le centre de santé de la ville ainsi que celui de Kanyaruchinya agissent de concert pour fournir un relai d'assistance gratuit pour les déplacé-e-s de guerre mais aussi la délivrance de médicaments de première nécessité. Plusieurs associations humanitaires internationales comme Médecins Sans Frontières suppléent l'assistance aux déplacé-e-s pour contenir la diffusion de maladies contagieuses telles que le choléra et la rougeole dont les cas augmentent depuis l'arrivée des exilé-e-s.

**PLUS D'INFOS ICI**

**« Nord-Kivu: élan de solidarité en faveur des déplacés de guerre dans le territoire de Nyiragongo », publié le 24/11/2022 sur *Radio Okapi* (radio d'informations indépendante opérant en RDC).**

**| 04/11/2022**

### Epidémie de choléra dans le camp de Minawao, dans l'Extrême Nord du Cameroun, accueillant les déplacés fuyant les violences de Boko Haram au Sud du Nigéria

**Cameroun.** Le Cameroun fait face à une importante épidémie de choléra depuis 2 ans. Très répandue sur le territoire, la maladie a déjà occasionné plus de 200 décès et 13 000 contaminations. Depuis octobre 2022, une seconde vague a fortement touché les populations les plus vulnérables dont les réfugié-e-s du camp de Minawao situé dans l'Extrême Nord, dont la plupart fuient les attaques de Boko Haram au Nigéria. Le bilan fait part d'une quarantaine de cas et de 3 décès. Selon Luka Isaac, résident du camp depuis son ouverture en 2013, la promiscuité, le manque de structures sanitaires et d'eau en sont les principales raisons. Cette tendance tend à s'aggraver face à l'augmentation de la population du camp qui a "presque doublé" depuis 2015 pour accueillir aujourd'hui près de 75 000 personnes selon le HCR. Face à cette catastrophe sanitaire, les autorités camerounaises se sont mobilisées avec l'OMS et l'UNICEF. Plusieurs campagnes de vaccination ont été organisées ainsi qu'une surveillance épidémiologique dans l'ensemble du pays, excepté dans l'Extrême Nord.

**PLUS D'INFOS ICI**

**«Les réfugiés de l'Extrême-Nord du Cameroun frappés par le choléra », publié le 04/11/2022 par *Gavi Alliance* (organisation internationale spécialisée dans l'immunisation).**

**| 21/11/2022**

## Une attaque meurtrière visant le site de Kadji

**Mali.** Une attaque terroriste a eu lieu le 21/11/2022 à Kadji (sud-est de Gao) - une zone abritant de nombreux déplacé-e-s internes -, tuant 11 exilé-e-s et causant 1 blessé. De nombreux dégâts matériels du camp ont été rapportés par le Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA). Cette attaque arrive dans un contexte sécuritaire qui se complexifie dans la région du Sahel avec la persistance des groupes djihadistes, le retrait de certains États membres de la Mission de maintien de la paix, et les efforts déployés par la MINUSMA. En effet, la région de Gao et Ménaka, où se situe ce camp de déplacé-e-s, a souvent été la scène d'affrontement entre "groupes armées" et les forces militaires, et où les civils sont désignés comme premières cibles. Un soutien et une aide psychologique ont été déployés dans un premier temps par les équipes du Bureau régional du développement social de la ville de Gao ainsi que leurs partenaires humanitaires. Ils ont été notamment à destination des femmes et des enfants témoins de ces violences.

**PLUS D'INFOS ICI**

**« Mali: l'ONU condamne une attaque meurtrière contre un camp de déplacés dans la région de Gao », publié le 24/11/2022, *ONU Info* (plateforme d'information de l'Organisation des Nations Unies).**

**| 27/10/2022**

## Le vécu des femmes déplacées Burkinabées mis en lumière à Ouagadougou

**Burkina Faso.** La 12ème édition des Récréâtrales (festival théâtral panafricain) met en lumière les femmes déplacées internes burkinabées installées dans différents camps de Kaya (centre-nord du pays, principal lieu d'arrivée des déplacé-e-es internes). Cette édition veut dépasser le contexte national actuel marqué par l'insécurité, l'exil et les déplacements internes (près de 1 719 332 déplacé-e-s selon l'OCHA). L'objectif est de créer un espace de dialogue, d'expression, de partage et de réconciliation par le biais de l'art. C'est l'objet de la pièce "Tu dis PDI" (Personnes Déplacé-e-s Internes) où les déplacées sont elles-mêmes les protagonistes de l'histoire, interprétant des épisodes chantés et dansés en langue pulaar et mooré. Choisir les femmes déplacées comme protagonistes est une manière de raconter leur vécu et leur redonner "leur dignité" comme le montre le slogan de l'édition, "Faire visage". Cette pièce a été aussi une étape vers la guérison des blessures engendrées par les violences subites, permettant "la reconstruction sociale et psychologique" de tou-te-s les déplacé-e-s du pays.

**PLUS D'INFOS ICI**

**« Burkina Faso: des comédiennes amateures sur la scène des Récréâtrales à Ouagadougou », publié le 27/10/2022 par *TV5 Monde* (plateforme d'information de la chaîne généraliste internationale française)**

*Zone Afrique*

| 17/11/2022

## Double peine pour les réfugié-e-s du camp d'Osire: entre inflation et sécheresse

**Namibie.** Le camp d'Osire, situé à plus de 200 km au nord de la capitale namibienne, abrite depuis 1992 des réfugié-e-s ayant fui les conflits en Angola, en RDC et au Burundi. Le camp étant situé à 90 minutes de marche de la ville la plus proche, ses habitant-e-s, sans perspective d'intégration au sein de la société locale namibienne, sont donc fortement dépendant-e-s des aides humanitaires. Cependant, ces dernières semaines, l'inflation ainsi que la réduction des aides humanitaires du HCR dans la région, ont eu des conséquences dramatiques sur les réfugié-e-s du camp. La hausse des prix de l'alimentaire comme les sacs de farine et la réduction des aides vitales majoritairement fournies par le HCR ont poussé certaines familles à quitter illégalement le camp - toute sortie du camp sans autorisation préalable est interdite - pour s'approvisionner en bois afin de pouvoir cuisiner. Le HCR avait également mis en place un programme d'intégration des réfugié-e-s au sein de la société namibienne à travers la mise en place de parcelles agricoles sur lesquelles ces dernier-e-s pouvaient cultiver et vendre leur produits. Cependant, la Namibie étant en proie à la sécheresse ces dernières semaines, les cultures des habitant-e-s du camp sont également affectées, alors que l'agriculture constitue pour beaucoup d'entre elles et eux leur seule source de revenu.

PLUS D'INFOS ICI

**« Les réfugiés en Namibie confrontés à la double menace de la réduction de l'aide et du changement climatique », publié le 17/11/2022 sur *UNHCR News* (plateforme d'informations de l'Agence des Nations Unies pour les Réfugiés)**

| 18/11/2022

## Surpopulation et manque de moyens dans le plus grand camp de réfugié-e-s d'Afrique

**Kenya.** Alors même que le gouvernement kényan avait annoncé la fermeture des camps de Dadaab pour juin 2022, ces derniers continuent d'accueillir des dizaines de milliers de somalien-ne-s fuyant l'actuelle famine dans leur pays.

Les camps de la ville de Dadaab, situés à l'est du Kenya non loin de la frontière avec la Somalie, abritent à eux seuls la plus grande concentration de réfugié-e-s en Afrique et comptent parmi les plus grands camps de réfugié-e-s au monde. Pourtant, leur capacité d'accueil a largement été dépassée ces dernières années. Ces dernières semaines, le conflit, la sécheresse et la famine ont poussé quelque 60.000 somalien-ne-s supplémentaires à quitter leur pays pour les camps de Dadaab au Kenya. Les ONG locales et internationales avertissent quant au manque de moyens financiers et humains pour faire face à la crise somalienne et à l'arrivée de millions d'autres réfugié-e-s dans des camps déjà surpeuplés. Pour rappel, alors que la durée de vie moyenne d'un camp de réfugié-e-s est de presque 12 ans, beaucoup vivent à Dadaab depuis déjà 30 ans.

PLUS D'INFOS ICI

**« Réfugiés somaliens au Kenya: situation critique dans le camp de Dadaab », publié le 18/11/2022 sur *RFI* (média français d'information sur l'actualité mondiale)**

L'OBSERVATOIRE des camps de réfugiés

*L'actualité des camps de réfugié-e-s dans le monde*

## Zone Asie / Pacifique

**| 22/11/2022**

### L'arrivée en Nouvelle-Zélande des premiers réfugiés venus des camps offshore australiens

**Nouvelle-Zélande.** Six hommes réfugiés qui avaient passé plus de huit ans sur l'île de Nauru, dans un camp de détention offshore administré par l'Australie, sont arrivés le 22 novembre 2022 en Nouvelle-Zélande, après que l'Australie ait accepté, en mars 2022, la proposition faite depuis presque dix ans par sa voisine de réinstaller 150 réfugié-e-s par an en provenance de tels camps. Un peu moins d'une centaine de personnes demeurent à Nauru, qui abrite aujourd'hui l'unique « centre de traitement régional » australien de ce type encore en activité.

**PLUS D'INFOS ICI**

**« First refugees from Nauru to be resettled in New Zealand arrive nine years after deal offered », publié le 22/11/2022 par *The Guardian* (quotidien d'informations générales britannique)**

**« Refugee arrivals: What the almost decade-long offer means and why it matters », publié le 23/11/2022 par *Stuff* (magazine d'informations générales néozélandais)**

**| 15/12/2022**

### Un camp de réfugié-e-s de New Delhi reçoit l'électricité après presque une décennie

**Inde.** Un camp de réfugié-e-s hindou-e-s pakistanai-e-s situé près de Majlis Park dans le nord-ouest de Delhi va obtenir l'accès à l'électricité. Abritant près de 900 personnes depuis près de dix ans sur un terrain situé près d'une station de métro, il vient de faire l'objet le 10 novembre 2022 d'une décision de justice de la Haute Cour de Delhi ordonnant aux autorités de le lui assurer dans un délai d'un mois. Bien que les résident-e-s, arrivé-e-s pour beaucoup en 2013, qui avaient eu recours il y a quelques années à l'installation largement insuffisante de panneaux solaires, soient heureux/ses de voir les choses enfin évoluer, l'accès à l'eau, le drainage et l'état des routes continuent de poser problème.

**PLUS D'INFOS ICI**

**« Delhi's Hindu refugee camp to get electricity connection after a decade », publié le 15/12/2022 par *The Times of India* (principal journal indien)**

**| 30/10/2022**

### Une association demande au gouvernement indien d'installer des camps pour les réfugié-e-s birman-e-s

**Inde.** La majorité des réfugié-e-s birman-e-s, environ 30 500 personnes, présent-e-s dans l'Etat indien de Mizoram, sont hébergé-e-s dans plus de 156 camps répartis dans ses onze districts. Beaucoup sont aussi hébergé-e-s chez des particuliers, dans des centres communautaires, ou encore des logements en location. Ils/Elles sont originaires de la province birmane voisine de Chin, qui a les mêmes ancêtres que les Mizos de Mizoram. L'Association des Jeunes Mizos (AJM) a demandé au gouvernement indien de mettre en place de véritables camps humanitaires compacts afin que les réfugié-e-s ne soient plus éparpillé-e-s.

PLUS D'INFOS ICI

**« Set up 'compact' camps for Myanmar nationals, Young Mizo Association tells Mizoram govt », publié le 30/10/2022 par *The Economic Times* (principal quotidien économique indien)**

| 28/11/2022

## Les autorités bangladaises enquêtent sur des meurtres commis dans les camps rohingyas

**Bangladesh.** La police bangladaise a annoncé le 28 novembre 2022 avoir engagé des poursuites contre 60 personnes, dont le fondateur de l'Armée du Salut des Rohingyas de l'Arakan (ARSA), Ataullah Abu Ammar Junini, qui lutte pour l'indépendance de la communauté rohingya dans la province birmane de Rakhine. Ils sont accusés du meurtre d'un agent des renseignements bangladais qui s'était rendu dans l'un des camps le 14 novembre dans le cadre d'un raid anti-drogue, ainsi que de celui d'une femme rohingya. L'ARSA a été accusée d'assassiner des adversaires politiques, de faire du narcotrafic et d'instaurer un climat de peur dans les camps. Ataullah avait aussi été accusé, sans être poursuivi, d'avoir tué dans un camp un leader de la communauté rohingya, Mohib Ullah, en septembre 2021, dont le meurtre avait été suivi de centaines d'arrestations dans les camps. L'ARSA a nié sur Twitter les allégations dont elle fait l'objet.

PLUS D'INFOS ICI

**« Bangladesh charges Rohingya insurgent chief with murder », publié le 28/11/2022 par *Macau News Agency* (média spécialisé dans l'économie et les affaires basé à Macau)**

| 15/12/2022

## Des Rohingyas risquent leur vie pour quitter les camps de réfugié-e-s

**Bangladesh/Asie du Sud-Est.** Les militant-e-s des droits humains observent actuellement une hausse des trajets en bateau potentiellement mortels de réfugié-e-s rohingyas qui tentent d'atteindre des pays d'Asie du Sud-Est comme la Malaisie. Nombre d'entre eux/elles ont perdu espoir d'être rapatrié-e-s en Birmanie, et ne peuvent travailler ou éduquer leurs enfants correctement dans les camps du Bangladesh voisin, qu'ils/elles ne sont pas autorisé-e-s à quitter. Début décembre dernier, le Haut-Commissariat aux Réfugiés des Nations Unies (HCR) a rapporté que près de 2000 Rohingyas avaient pris la mer depuis le Bangladesh et la Birmanie dans les onze premiers mois de 2022, contre 287 en 2021, et estimait qu'environ 120 avaient perdu la vie en 2022. D'après le directeur de l'organisation bangladaise de défense des droits humains Ain-O-Salish Kendra, le manque d'éducation, mais aussi de divertissements, et l'insécurité, font partie des raisons menant les Rohingyas à chercher à quitter les camps.

PLUS D'INFOS ICI

**« Unable to return home, Rohingya risk their lives to leave refugee camps », publié le 15/12/2022 par *Radio Free Asia* (média multilingue sur l'actualité asiatique financé par une agence fédérale indépendante américaine)**

**« Sri Lankan navy rescues over 100 Rohingya refugees adrift in rough seas », publié le 19/12/2022 par *Reuters* (agence de presse américaine)**

| 15/11/2022

## De jeunes réfugié-e-s rohingyas se portent volontaires pour rendre leurs camps plus écologiques

**Bangladesh.** Cinq groupes de jeunes Rohingyas de Kutupalong, un ensemble de camps de déplacé-e-s rohingyas situé au sud du Bangladesh, ainsi que cinq groupes de jeunes habitant les environs, ont été formé-e-s par le Haut-Commissariat aux Réfugiés des Nations Unies (HCR) et par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) aux problématiques environnementales. L'année dernière, il leur a été demandé d'identifier des problèmes qui affectent leurs camps et d'élaborer des solutions. Les participant-e-s ont ainsi sensibilisé les habitant-e-s des camps à des questions comme la déforestation, l'impact négatif de l'abattage des animaux sauvages s'aventurant dans les camps et la gestion des déchets. Avec l'aide de partenaires et de réfugié-e-s bénévoles, le HCR mène des actions de reverdissement de ces camps et de restauration de l'écosystème local.

PLUS D'INFOS ICI

**« De jeunes réfugiés rohingyas contribuent à la protection environnementale du plus grand camp de réfugiés au monde », publié le 15/11/2022 par l'*UNHCR* (Agence des Nations Unies pour les Réfugiés)**

| 19/12/2022

## Des perspectives pour les enfants birman-e-s shans apatrides en Thaïlande

**Thaïlande.** Le nombre de cartes d'identité thaïlandaises d'une durée de validité de 10 ans délivrées à des enfants apatrides shans a augmenté de manière significative cette année. Ces enfants d'ethnie birmane majoritaire dans l'Etat du même nom étudient dans des écoles thaïlandaises le long de la frontière birmano-thaïlandaise. Cette carte confère plusieurs avantages, comme une plus grande liberté de déplacements en Thaïlande, plus d'accès aux services publics, et elle peut constituer une étape vers la citoyenneté. Le Comité des Réfugiés de l'Etat de Shan et de la Frontière Thaïlandaise travaille avec six camps qui abritent plus de 6200 personnes. Le camp de Koung Jor est le seul d'entre d'eux à être situé à l'intérieur de la Thaïlande, et a été établi en 2002 suite à des combats entre l'armée birmane et le Conseil de Restauration de l'Etat de Shan (RCSS). Les autorités birmanes avaient par la suite refusé le rapatriement de ces réfugié-e-s au motif qu'il ne parlent pas le birman. D'après le ministère de l'intérieur thaïlandais, plus de 539.000 apatrides vivaient en Thaïlande en 2020.

PLUS D'INFOS ICI

**« Shan refugee children see brighter future in Thailand », publié le 19/12/2022 par *Frontier Myanmar* (magazine bimensuel birman)**

L'OBSERVATOIRE des camps de réfugiés

*L'actualité des camps de réfugié-e-s dans le monde*

## Zone Amériques

**| 15/11/2022**

### Les migrant-e-s vénézuélien-ne-s se réfugient au Panama en attendant leur retour au Vénézuéla

**Panama.** Actuellement, le Panama a accueilli plus de 423 migrant-e-s vénézuélien-ne-s dans un centre d'accueil temporaire situé à Viejo Veranillo en attendant que l'ambassade du Vénézuela au Panama organise leur retour dans leur pays d'origine. Ces personnes se sont vues obligées de faire marche arrière, les contraignant à retourner au Vénézuela depuis que les Etats-Unis ont changé leurs conditions d'accueil à travers une entrée régulière sur le territoire mexicain pour pouvoir accéder au sol américain. Les migrant-e-s vénézuélien-ne-s se réunissent donc dans des centres d'accueil temporaires comme celui de Viejo Veranillo au Panama en attendant d'avoir assez d'argent pour se payer un billet d'avion (d'un montant de 280$) jusqu'au Vénézuela ou en attendant que l'ambassade organise un vol humanitaire pour les rapatrier.

**PLUS D'INFOS ICI**

**« Más de 57.700 migrantes cruzaron el Darién en octubre, una cifra histórica », publié le 15/11/2022 par *El Tiempo* (quotidien national colombien de droite)**

**« Albergan y gestionan el retorno de venezolanos », publié le 23/10/2022 par *La Estrella de Panama* (journal national au Panama)**

**| 17/11/2022**

### Une pression grandissante pesant sur les camps de migrant-e-s vénézuélien-ne-s au Mexique

**Mexique.** Les autorités mexicaines doivent faire face à une très forte pression dans les camps accueillant les migrant-e-s vénézuélien-ne-s. C'est notamment le cas dans le centre d'accueil de la ville de Ciudad de México (financé par l'Eglise catholique) et dans le camp situé à San Pedro Tapanatepec (Etat de Oaxaca) où les autorités mexicaines ont demandé aux migrant-e-s de quitter le camp car il allait être démantelé. Près de 12 000 personnes, dont la majorité sont vénézuéliennes, vivent dans des conditions précaires et de manière temporaire. Helmer Charris, représentant de Médecins Sans Frontières a signalé que ce camp ressemble à un "camp de réfugiés en zone de guerre". Des vols humanitaires devraient être organisés pour permettre le rapatriement volontaire des vénézuélien-ne-s.

**PLUS D'INFOS ICI**

**« Sube presión en campamento de migrantes en México tras declararse ilegal el Título 42 », publié le 17/11/2022 par *Voz de América* (service de diffusion international par radio et télévision du gouvernement des Etats-Unis)**

**« Five questions with MSF's international president on the inhumane conditions refugees and migrants face in Mexico | Doctors Without Borders - USA », publié le 16/11/2022 par *Médecins Sans Frontières* (ONG médicale humanitaire internationale d'origine française)**

| 15/11/2022

## Le camp de réfugié-e-s à New York fermé un mois après son ouverture.

**Etats-Unis.** Depuis avril 2022, 24,600 hommes, femmes, et enfants latino-américain-e-s sont arrivé-e-s à New York via le Texas et la Floride (voir Revue n°4). Les tentes sur Randall's Island construites par la ville en octobre pour accueillir les hommes migrants sont désormais fermées suite à une sous-occupation par rapport au nombre attendu de 500. Le maire organise le ré-hébergement de ces hommes en hôtel. L'arrivée de ces migrant-e-s pousse la ville à réexaminer ses politiques d'hébergement d'urgence, qui concernent pour la majorité les habitant-e-s de New York sans domicile fixe.

PLUS D'INFOS ICI

**« As Migrants Leave Tent Shelter, Mayor Defends his Strategy », 15/11/2022, *The New York Times* (quotidien new-yorkais distribué internationalement)**

| 30/10/2022

## Guantanamo, une option pour la rétention des haïtien-ne-s selon Biden

**États-Unis.** Face à l'arrivée de personnes haïtiennes par voie maritime aux États-Unis, la politique d'accueil des États-Unis a déjà provoqué la création d'un campement médiatisé au Texas. Mais aujourd'hui il se trouve que l'administration Biden compte parmi ses options l'extension du camp prisonnier de Guantanamo Bay afin d'y retenir celles et ceux qui tentent de joindre les États-Unis depuis Haïti de façon irrégulière.

Une représentante de l'administration affirme qu'il ne s'agit que d'un plan de secours en cas d'un trop grand nombre d'arrivées, et que pour l'instant l'administration se repose sur ses moyens de contrôle des côtes existants et extensifs, ainsi que la vente d'armes en Haïti comme assistance.

PLUS D'INFOS ICI

**« With a possible surge of Haitian migrants ahead, the Biden admin weighs holding them in a third country or Guantánamo », 30/10/2022 *NBC News* (média national privé américain)**

| 21/10/2022

## Le campement Ciudad de Dios se formalise en centre d'hébergement pour 2023

**Mexique.** Depuis 2016, une église à Tijuana accueille les migrant-e-s en route pour les Etats-Unis au campement nommé "Ciudad de Dios", signifiant "Cité de dieu". Aujourd'hui, ce lieu de vie de 1,500 personnes devient un centre composé de places d'hébergement, école, cantine et terrain de sport, entre autres, et sera le centre d'accueil le plus grand de Mexique. La construction devrait se finaliser en mars 2023.

PLUS D'INFOS ICI

**"Conoce a la 'Ciudad de Dios', el complejo migratorio más grande de México", 21/10/2022, *Forbes Mexico* (média d'affaires américain privé)**

## POINT FOCUS

# Le point sur la situation des réfugié-e-s vénézuélien-ne-s

**Le Venezuela est le deuxième plus important pays de départ** après la Syrie, avec 7,1 millions de personnes déplacées. Aujourd'hui, les conditions qui ont poussé ces personnes à partir depuis 2015 ne se sont pas améliorées : les pays voisins voient donc de plus en plus de réfugié-e-s arriver.

Nicolás Maduro, président succédant à Hugo Chavez, monte une politique interne qui limite la production de produits de nécessité, tout en limitant aussi l'aide financière internationale. **Cette politique résulte en une crise économique qui perdure depuis 2012 et s'aggrave en 2018**. Les mouvements sociaux du pays sont fortement réprimés et la disparition et l'arrestation des opposant-e-s politiques sont courantes.

**Les vénézuélien-ne-s peinent à accéder aux produits de première nécessité** comme la nourriture et les médicaments, en vue des prix démesurés et des ruptures d'approvisionnement. Ce contexte pousse beaucoup d'entre eux à partir.

Ce sont les pays voisins qui accueillent le plus les réfugié-e-s vénézuélien-ne-s. A date en 2022, le premier est la Colombie, avec 2,5 millions de personnes, suivie par le Pérou, l'Équateur et le Chili. Les conditions d'accueil ne sont pas adéquates. Une étude d'une plateforme inter-organisationnelle dont le Haut Commissariat des Réfugiés des Nations Unies a montré que **4,6 millions des vénézuélien-ne-s réfugié-e-s accèdent difficilement à de la nourriture, un logement, et un emploi stable** dans les pays voisins. Ils et elles font également face à de la discrimination et de la violence par les habitant-e-s des pays d'accueil. Certains pays sont hostiles à l'accueil des vénézuélien-ne-s. C'est le cas de l'Équateur, qui met en place une politique de visa limitant leur arrivée.

Au vu des conditions d'accueil difficiles dans les pays voisins et d'une situation toujours dégradée dans leur pays, les vénézuélien-ne-s tentent principalement de se rendre aux Etats-Unis, où 306 829 vénézuélien-ne-s habitent aujourd'hui. Cependant, les Etats-Unis maintiennent la frontière militarisée la plus meurtrière du monde, et emprisonnent régulièrement les demandeur-se-s d'asile qui arrivent à la franchir dans des centres de rétention dédiés aux immigré-e-s.

Ces politiques d'accueil américaines créent des blocages à la frontière avec le Mexique, où les vénézuélien-ne-s attendent dans des campements exposés à des maladies, des pénuries, et des trafiquant-e-s. Malgré cela, **l'Administration Biden a négocié un accord avec le Mexique, promettant l'accueil et l'accès à un permis de travail pour 24 000 vénézuélien-ne-s** contre le renvoi facilité de personnes ayant traversé illégalement la frontière avec le Mexique.

Les crises multiples qui traversent le Venezuela ne s'améliorent pas, et le nombre de personnes déplacées continue de croître. Sous couverture d'enjeux de sécurité, les politiques d'accueil restrictives - que ce soit aux États-Unis, en Équateur, ou dans d'autres pays - ne font qu'exacerber les conditions de vie dégradé-e-s des réfugié-e-s vénézuélien-ne-s.

**SOURCES PRINCIPALES DU POINT FOCUS**

**« Refugee Data Finder », publié par le *Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés* (Agence des Nations Unies pour les Réfugiés)**

**« Emergencia en Venezuela : crisis de refugiados y migrantes », publié par *ACNUR Noticias* (plateforme d'informations de l'Agence des Nations Unies pour les Réfugiés - en espagnol)**

**« Acnur : 20% de desplazados forzosos del mundo están en América », publié le 24/12/2022 par *Televen Tu Canal* (chaîne de télévision privée au Vénézuela)**

**| 15/11/2022**

## Le soutien de la Fondation du FC Barcelone aux réfugié-e-s vénézuélien-ne-s et colombien-ne-s

**Colombie.** Le président du club de Football FC Barcelone, Joan Laporta s'est rendu dans un complexe municipal qui accueille des réfugié-e-s vénézuélien-ne-s dans la province d'Arauca en Colombie. La Fondation créée par le club FC Barcelone finance et met en place, depuis octobre dernier, des projets visant à améliorer les conditions de vie des enfants, réfugié-e-s vénézuélien-ne-s et déplacé-e-s colombien-ne-s à travers le sport dans les provinces colombiennes d'Arauca et Norte de Santander. La Fondation du FC Barcelone est notamment soutenue par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés et par l'ONG Save the Children.

**PLUS D'INFOS ICI**

**« Alianza entre el FC Barcelona y ACNUR ayuda a niñas, niños y adolescentes desplazados, refugiados y migrantes en Colombia », publié le 15/11/2022 par *ACNUR Noticias* (plateforme d'informations de l'Agence des Nations Unies pour les Réfugiés - en espagnol)**

## RETROUVEZ-NOUS SUR

### NOS RÉSEAUX SOCIAUX

@obsrefugies

Observatoire des Camps de Réfugiés

@ObsRefugies

Observatoire des Camps de Réfugiés

### NOTRE SITE INTERNET

Observatoire des Camps de Réfugiés